

CORPUS DROIT PUBLIC

Dirigé par Denys de Béchillon

DROIT PUBLIC ÉCONOMIQUE

Jean-Yves Chérot

CORPUS DROIT PUBLIC

Dirigé par Denys de Béchillon

DR 694

SOMMAIRE

DROIT PUBLIC ÉCONOMIQUE

LIVRE 1 - Les principes fondamentaux

Titre 1 : La neutralité économique de la Constitution 24

Titre 2 : La neutralité constitutionnelle de la politique économique 74

LIVRE 2 - Les règles de concurrence et administratives applicables aux membres étatiques

Titre 1 : Le contrôle des prix concernant les entreprises de 112

Titre 2 : Le contrôle des aides d'État 152

Jean-Yves Chérot

LIVRE 3 - Les institutions

Titre 1 : Les services 187

Titre 2 : Les autorités indépendantes de marché 227

Titre 3 : Les établissements publics et autres d'intérêt 267

Titre 4 : Les entreprises publiques 307

Titre 5 : La Banque de France 347

Titre 6 : Les régimes professionnels de droit privé de 387

Titre 7 : Les grandes missions de l'administration économique 427

Titre 8 : L'administration et droit de la concurrence 467

236 11

1 / 1



ECONOMICA

49, Héricart, 75015 Paris

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	1
Principales abréviations	3
Introduction	5

LIVRE 1

Les principes constitutionnels

Titre 1

<i>La neutralité économique de la Constitution</i>	24
Chapitre 1 – La liberté d’entreprendre	29
<i>Section 1 – Éléments historiques</i>	31
<i>Section 2 – Conception de la liberté du commerce et de l’industrie dans la jurisprudence du Conseil d’État</i>	38
<i>Section 3 – « Liberté d’entreprendre » et « liberté du commerce et de l’industrie »</i>	44
Chapitre 2 – La propriété dans la Déclaration des droits de l’homme et du citoyen	49
<i>Section 1 – L’institution de la propriété</i>	52
<i>Section 2 – La protection constitutionnelle des droits des propriétaires</i>	53
<i>Section 3 – Les rapports entre le secteur public et le secteur privé dans l’interprétation de la Déclaration des droits de l’homme</i>	56
Chapitre 3 – Les alinéas « économiques » du Préambule de 1946	59
<i>Section 1 – Les nationalisations des monopoles de fait et des services publics nationaux</i>	59
<i>Section 2 – La participation des travailleurs</i>	67

Titre 2	
<i>La neutralité constitutionnelle de la politique économique</i>	74
Chapitre 1 – La place de la loi	75
<i>Section 1 – Les diverses rubriques de la réserve de loi</i>	75
<i>Section 2 – La profondeur de la garantie législative</i>	79
§1. – La protection de la garantie législative à l'égard de l'administration	79
§2. – La protection de la garantie législative à l'égard des partenaires sociaux	81
Chapitre 2 – Le cadre gouvernemental de l'action économique	85
<i>Section 1 – La responsabilité éminente du Premier ministre dans la politique économique de l'État</i>	85
<i>Section 2 – Le rôle du Président de la République en matière économique</i>	90

LIVRE 2

Les règles de concurrence communautaire applicables aux mesures étatiques

Chapitre préliminaire – Une approche « constitutionnelle » des règles de concurrence communautaire	94
<i>Section 1 – Une constitution économique communautaire ?</i>	94
<i>Section 2 – Point de vue d'ensemble sur la place des règles de concurrence dans le traité</i>	99
§1. – Le champ d'application des règles de concurrence est subordonné à des décisions politiques	99
§2. – Le respect des règles de concurrence impose peu de contraintes aux États membres	102
Titre 1	
<i>Le contrôle des mesures concernant les entreprises de l'article 86, du traité CE</i>	113
Chapitre 1 – Les mesures concernées par l'article 86, §1, du traité ...	122
Chapitre 2 – La portée de l'article 86, §1	129
<i>Section 1 – L'article 86, §1, du traité interdit aux États membres de prendre des mesures que les entreprises n'auraient pas pu prendre elles-mêmes par un comportement autonome sans violer les dispositions des articles 81 ou 82 du traité</i>	132

<i>Section 2 – Un État membre enfreint les interdictions édictées par l'article 86, §1 et l'article 82 « lorsque l'entreprise en cause est amenée, par le simple exercice des droits exclusifs qui lui ont été conférés, à exploiter sa position dominante de façon abusive »</i>	133
<i>Section 3 – Un État membre enfreint les interdictions édictées par l'article 86, §1 et l'article 82 lorsque les droits sont susceptibles de créer une situation dans laquelle cette entreprise est amenée à commettre de tels abus</i>	135
Chapitre 3 – L'article 86, §2, du traité	139
Chapitre 4 – Les pouvoirs spéciaux de la Commission vis-à-vis des « mesures » relatives aux entreprises de l'article 86 du traité	150
<i>Section 1 – Les directives de l'article 86, §3</i>	151
<i>Section 2 – Les décisions de l'article 86, §3</i>	155
Titre 2	
<i>Le contrôle des aides d'État</i>	157
Chapitre 1 – Les mesures étatiques concernées	159
<i>Section 1 – La référence aux effets de la mesure</i>	159
<i>Section 2 – L'exigence d'un financement sur ressources d'État</i>	164
<i>Section 3 – La condition de spécificité de la mesure</i>	168
Chapitre 2 – La procédure de contrôle des aides d'État	172
<i>Section 1 – Généralités</i>	172
<i>Section 2 – Les caractères du système de contrôle des aides d'État</i> ..	178
<i>Section 3 – Le contrôle devant la Commission des aides illégales</i> ...	188
<i>Section 4 – L'évolution dans le système de contrôle</i>	195
Chapitre 3 – Les bases de la discipline des aides d'État	197

LIVRE 3

Les institutions publiques de l'économie

Titre 1	
<i>Les services de l'État</i>	209
Chapitre 1 – Le cadre général	210
Chapitre 2 – Les principales directions générales chargées de l'action économique de l'État	215
<i>Section 1 – La Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes</i>	215

<i>Section 2 – La direction du Trésor</i>	221
<i>Section 3 – Le service du contrôle d'État</i>	230
Titre 2	
<i>Les autorités indépendantes de marché</i>	232
Chapitre 1 – Le cadre général	233
<i>Section 1 – Les justifications de la création d'autorités indépendantes de marché</i>	233
<i>Section 2 – L'insertion des autorités indépendantes dans le droit public général</i>	236
Chapitre 2 – Les principales autorités indépendantes de marchés	245
<i>Section 1 – La Commission des opérations de bourse</i>	246
§1. – Les missions et les prérogatives de la Commission des opérations de bourse	247
§2. – La composition de la Commission des opérations de bourse..	250
<i>Section 2 – Le Conseil de la concurrence</i>	252
§1. – Les missions du Conseil de la concurrence	254
§2. – L'organisation du Conseil de la concurrence	259
<i>Section 3 – L'autorité de régulation des télécommunications</i>	262
§1. – Les conditions de la création de l'Autorité de régulation des télécommunications.....	262
§2. – Les missions, les compétences et les prérogatives de l'ART ..	264
§3. – La composition et les ressources de l'ART	274
Titre 3	
<i>Les établissements publics nationaux d'intervention économique</i>	276
Chapitre 1 – Le cadre général	278
Chapitre 2 – L'exemple des offices interprofessionnels d'intervention agricole	282
Titre 4	
<i>Les entreprises publiques</i>	287
Chapitre 1 – L'entreprise publique comme institution ?	289
<i>Section 1 – Historique des entreprises publiques</i>	289
<i>Section 2 – Une définition</i>	296
<i>Section 3 – Typologie des entreprises du secteur public</i>	298
<i>Section 4 – Les règles de droit public qui interfèrent dans la gestion des entreprises en la forme d'établissement public</i>	301
<i>Section 5 – Le périmètre des entreprises publiques aujourd'hui</i>	308

Chapitre 2 – L'entreprise publique, objet de politique économique..	311
<i>Section 1 – La politique des « grandes » privatisations</i>	312
§1. – La notion de secteur public au sens de l'article 34 de la Constitution.....	312
§2. – L'article 7 de la loi du 2 juillet 1986.....	315
§3. – Les programmes législatifs de privatisation	316
<i>Section 2 – La sociétisation des entreprises publiques.....</i>	319
<i>Section 3 – Les entreprises publiques et le droit communautaire de la concurrence</i>	325
Chapitre 3 – L'organisation des entreprises publiques	328
<i>Section 1 – Les éléments de base de la structure des entreprises publiques.....</i>	329
<i>Section 2 – L'évaluation du système.....</i>	338
Titre 5	
<i>La Banque de France</i>	342
Chapitre 1 – Les dispositions communautaires de l'Union économique et monétaire	345
Chapitre 2 – Les missions de la Banque de France.....	349
Chapitre 3 – L'organisation de la Banque de France	353
Chapitre 4 – La nature du droit applicable.....	356
Titre 6	
<i>Les organismes professionnels de droit privé chargés de missions d'intervention économique (l'exemple du secteur agricole).....</i>	364
Chapitre 1 – L'organisation professionnelle des marchés agricoles en droit interne	369
<i>Section 1 – L'interprofession agricole</i>	369
§1. – Les interprofessions de la loi du 10 juillet 1975	370
§2. – Le comité interprofessionnel des vins de champagne.....	374
<i>Section 2 – Les groupements de producteurs</i>	376
Chapitre 2 – La situation des interprofessions et des groupements de producteurs en droit communautaire	378
Titre 7	
<i>Les grandes missions de l'administration économique</i>	382
Chapitre 1 – Les conditions exceptionnelles de la police des prix dans l'article L. 410-2 du Code de commerce	384
Chapitre 2 – Le contrôle des concentrations économiques	390

<i>Section 1 – Le système du contrôle des opérations de concentration économique</i>	393
<i>Section 2 – La combinaison du système de contrôle des concentrations avec d'autres textes</i>	407
Chapitre 3 – La tutelle sur les entreprises publiques	412
<i>Section 1 – Le concept de tutelle sur les entreprises publiques</i>	412
<i>Section 2 – Les textes sur la tutelle de l'État sur les entreprises publiques</i>	421
§1. – Les instruments généraux de la tutelle.....	421
§2. – La tutelle sur la diversification et la respiration du secteur public.....	425
§3. – Les tutelles spéciales sur les Grandes Entreprises Nationales..	430
§4. – La contractualisation de la tutelle.....	432
Chapitre 4 – Le droit de la privatisation	435
<i>Section 1 – La notion de transfert d'entreprise du secteur public au secteur privé</i>	438
<i>Section 2 – L'action spécifique</i>	440
<i>Section 3 – La commission des participations et des transferts et l'évaluation de l'entreprise</i>	444
<i>Section 4 – Les modalités de l'opération de privatisation</i>	448
<i>Section 5 – Les politiques de participation</i>	450
Titre 8	
<i>Administration et droit de la concurrence</i>	454
Chapitre 1 – La jurisprudence du Conseil d'État	458
Chapitre 2 – La question de l'intervention du Conseil de la concurrence et de la cour d'appel de Paris dans l'application du droit de la concurrence aux mesures étatiques	472

LIVRE 4

La mise en concurrence dans l'accès aux marchés publics et aux conventions de délégation de service public

Titre 1	
<i>La mise en concurrence dans l'accès aux marchés publics</i>	487
Chapitre 1 – L'extension des disciplines de mise en concurrence	494
<i>Section 1 – L'extension de la mise en concurrence en fonction de la personne qui passe le marché</i>	494

Section 2 – L’extension de la réglementation de mise en concurrence aux contrats passés avec les personnes publiques et avec les sociétés locales d’économie mixte 499

Section 3 – Questions connexes sur le champ d’application de la réglementation de la mise en concurrence..... 504

Chapitre 2 – Les modes de passation rénovés dans le nouveau Code des marchés publics 507

Section 1 – Les différentes procédures 508

Section 2 – Les règles générales de passation 513

§1. – Le principe de liberté et d’égalité dans l’accès aux marchés publics

§2. – Les règles relatives à la publicité et à l’information des candidats

§3. – Les critères de sélection des candidats. Les conditions d’accès à la commande publique.....

§4. – Les critères de choix des offres

Titre 2
La mise en concurrence dans l’accès aux conventions de délégation de service public..... 519

Chapitre 1 – Le champ d’application de la réglementation 524

Section 1 – La notion de délégation de service public 524

Section 2 – L’exclusion des marchés publics de la catégorie des conventions de délégation de service public 526

Section 3 – Les cas particuliers..... 529

Chapitre 2 – Les règles de participation..... 533

Chapitre 3 – La réglementation de la durée des conventions 539

Chapitre 4 – Les paiements étrangers à la délégation, les redevances et les droits d’entrée..... 543

LIVRE 5

La politique des réseaux d’utilité publique

Titre 1
La nécessité d’un cadre réglementaire communautaire des réseaux ... 553

Titre 2
L’ouverture des activités de réseaux à la concurrence dans le cadre d’une politique commune..... 562

Section 1 – La libéralisation du secteur des télécommunications..... 567

Section 2 – La libéralisation dans le secteur postal..... 572

<i>Section 3 – La libéralisation dans le secteur électrique</i>	574
<i>Section 4 – La libéralisation des transports aériens</i>	576
<i>Section 5 – La libéralisation du transport maritime</i>	583
<i>Section 6 – La libéralisation dans les chemins de fer</i>	585
Titre 3	
<i>Les principes communs du droit des réseaux</i>	593
Chapitre 1 – Le principe de séparation du régulateur et des opérateurs	594
Chapitre 2 – La discipline spéciale de mise en concurrence. Le cas des télécommunications	596
<i>Section 1 – La nécessité d'une régulation de l'accès aux réseaux. Les obligations spéciales pesant sur les opérateurs dans l'accès aux réseaux</i>	597
§1. – Le régime applicable à tous les opérateurs de réseaux ouverts au public	597
§2. – Le régime propre aux opérateurs « puissants »	599
<i>Section 2 – Le rôle de l'autorité générale de concurrence dans le contexte de la régulation des télécommunications</i>	602
§1. – Les rapports entre les autorités réglementaires nationales et la Commission européenne	602
§2. – Les rapports entre l'autorité réglementaire nationale et l'autorité nationale de concurrence. Le point de vue français. Autorité de régulation des télécommunications et Conseil de la concurrence	603
<i>Section 3 – L'évolution du cadre réglementaire</i>	605
Chapitre 3 – Le principe de transparence	607
<i>Section 1 – Le but principal de la transparence : le contrôle des subventions croisées</i>	607
<i>Section 2 – Les règles de transparence</i>	611

LIVRE 6

L'action économique des collectivités locales

Titre 1

<i>L'interprétation jurisprudentielle de la clause générale de compétence des collectivités territoriales</i>	618
<i>Section 1 – L'intérêt public local justifie la prise en charge d'une activité</i>	618

<i>Section 2 – L'élargissement des facultés d'action des collectivités locales</i>	621
<i>Section 3 – La fermeté sur un point essentiel : le caractère direct entre le service pris en charge et les besoins de la population</i>	623
<i>Section 4 – Le cas des aides au développement local.....</i>	624
Titre 2	
<i>La réglementation des aides locales aux entreprises</i>	626
Chapitre 1 – La réglementation des aides au développement économique	629
<i>Section 1 – Les fondements et les bases de la réglementation des aides locales au développement économique</i>	629
<i>Section 2 – La réglementation des aides directes au développement économique.....</i>	633
<i>Section 3 – La réglementation des aides à l'immobilier d'entreprise.....</i>	639
Chapitre 2 – Les dispositions contenues dans les parties propres à chaque catégorie de collectivités territoriales	643
<i>Section 1 – Les dispositions sur « les interventions en matière économique et sociale » dans la partie du CGCT relative aux communes (articles L. 2251-1 s.).....</i>	643
<i>Section 2 – Les dispositions sur les « interventions et aides du département » (articles L. 3231-1 s. du CGCT).....</i>	645
<i>Section 3 – Les dispositions relatives aux attributions de la région ..</i>	648
Chapitre 3 – La réglementation propre aux garanties d'emprunt	651
<i>Section 1 – La prise en compte du risque financier pour les collectivités territoriales.....</i>	653
<i>Section 2 – La sécurisation juridique des garanties d'emprunt et des cautionnements</i>	657
Titre 3	
<i>L'action économique locale et les sociétés d'économie mixte locales...</i>	659
Chapitre 1 – La création d'une SEML ne permet pas d'accroître les compétences d'intervention économique des collectivités territoriales.....	664
Chapitre 2 – Les relations financières des collectivités territoriales avec les sociétés d'économie mixte locales.....	667
<i>Section 1 – Les relations financières des collectivités territoriales en tant qu'actionnaires avec leurs SEML.....</i>	668

<i>Section 2 – Les relations financières avec les sociétés d'économie mixte locales dans le cadre des relations contractuelles .</i>	672
Conclusions du livre 6	677
Décisions juridictionnelles citées	681
Index analytique des matières	693

L'ouvrage traite les thèmes suivants :

- ◇ *La neutralité de la Constitution en matière de politique économique*
- ◇ *Les règles de concurrence communautaires applicables aux États membres*
- ◇ *Les institutions publiques de l'économie et leurs missions*
- ◇ *Administration et concurrence*
- ◇ *L'accès aux marchés publics et aux conventions de délégation de service public*
- ◇ *La politique des réseaux d'utilité publique*
- ◇ *L'action économique des collectivités locales*

Il pourra servir pour un enseignement actualisé du droit public économique qui doit rendre compte de changements rapides et profonds réalisés en peu d'années. Il pourra être utilisé par les étudiants de maîtrise en droit, de licence AES et des instituts d'études politiques. Il est également destiné aux professionnels du droit et aux chercheurs en droit et en économie.

*

* *

Jean-Yves CHÉROT est professeur à l'Université de droit, d'économie et des sciences d'Aix-Marseille. Il enseigne à la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille le droit public économique et le droit institutionnel de l'Union européenne. Il y dirige le DEA de théorie juridique.



9 782717 843880

ISBN 2-7178-4388-4

35 €